

La carte : enjeux et outil de revendication linguistique

Michaël Alcibar

Université Bordeaux Montaigne (France)

Tangui Pennec

Université de Paris 8 (France)

Résumé: Cet article a pour objet d'analyser, sous l'angle géographique, géopolitique et sociolinguistique, les enjeux de la représentation cartographique des territoires linguistiques, notamment à partir des cas du Pays basque et de la Bretagne. Souvent réduite à sa première fonction de localisation, la carte n'en reste pas moins une représentation spatiale et donc une construction sociale, qui résulte de choix opérés par son auteur. Elle ne délivre jamais d'informations totalement neutres. Dans le cas de revendications linguistiques, elle s'intègre régulièrement dans des discours produits par des acteurs qui cherchent à défendre un projet bien défini. Car la carte a cette faculté éminemment politique de pouvoir figer des tracés, délimiter des espaces, regrouper des ensembles, les séparer, nommer des localités.

Mots-clés : carte ; géopolitique ; langue régionale/minoritaire ; représentation spatiale ; territoire ; toponymes ; Pays basque ; Bretagne

Abstract: This paper aims to analyse, geographically, geopolitically, and sociolinguistically, the stakes of cartographic representation of linguistic territories, especially those of the Basque Country and Brittany. Often reduced to a location function, maps are not only spatial representations but also social constructions resulting from choices made by the author. They never deliver completely neutral information. In the case of linguistic claims, maps are regularly used in speeches produced by individuals seeking to defend a well-defined project because they have the political ability to set boundaries, delimit spaces, group objects together, separate them, and name localities.

Keywords: map; geopolitics; regional/minority language; spatial representation; territory; place names; Basque Country; Brittany

Introduction

La question des langues et de leur cartographie invite à s'inscrire dans une démarche géographique et géopolitique, mettant la notion de territoire au cœur de l'analyse. En ouverture de la revue *Hérodote* sur « Langues et territoires », la géographe Béatrice Giblin rappelait que :

[s]i les sociolinguistes débattent des caractéristiques et évolutions lexicales et grammaticales des langues, ils s'intéressent aussi aux conditions de leur disparition ou de leur maintien, comme le font des historiens ou des anthropologues, les politologues et les juristes s'intéressant davantage à leur statut juridique. Mais si la langue est bien au centre de leurs préoccupations, le territoire où elle est censée être parlée est le plus souvent ignoré (sauf dans le cas de la Corse). Or, pour nous, cet aspect de la question est essentiel. En effet, la question des langues régionales et minoritaires ne se limite ni à des querelles de linguistes, ni au nombre de locuteurs, ni à la défense d'un patrimoine culturel, même si tous ces aspects ont leur importance, elle est aussi affaire de territoire : sur quels territoires sont-elles parlées, ou le plus souvent, quel est le territoire sur lequel certains partisans de leur reconnaissance souhaiteraient les remettre en usage et pourquoi ?¹

Mais, qu'entend-t-on au juste par une approche géopolitique des langues ? L'objet de la géopolitique, tel que défini par le géographe Yves Lacoste, est d'analyser toutes rivalités de pouvoirs sur des territoires, quelles que soient leurs formes et quelles que soient la dimension des espaces concernés, particulièrement en décryptant les représentations contradictoires dont ils sont l'objet². En effet, la manière dont les acteurs se racontent l'histoire et se représentent, à tort ou à raison, leur(s) territoire(s) peut créer des oppositions, des situations de blocage, voire de conflits. Une représentation géopolitique se nourrit de faits objectifs, mais puise aussi dans un imaginaire collectif, lui donnant son caractère subjectif. Elle est donc une construction, un ensemble d'idées plus ou moins logiques qui exprime et décrit une partie de la réalité de façon plus ou moins précise, voire complètement déformée. Elle peut paraître irrationnelle et même être tout à fait inexacte, mais elle ne doit pas pour autant être ignorée dans l'analyse car elle peut avoir une formidable capacité mobilisatrice et d'importantes conséquences territoriales lorsqu'elle est mise en œuvre par des moyens d'action.

¹ Béatrice Giblin, « Langues et territoires : une question géopolitique », *Hérodote*, n° 105, 2002, p. 3.

² Voir Yves Lacoste, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion, 1995.

La langue peut, en effet, devenir un enjeu de pouvoir lorsqu'un acteur ou un groupe d'acteurs (État, mouvement politique ou nationaliste, associations, etc.) cherche à l'imposer sur un territoire dans le but de le conquérir ou de le contrôler, et de marquer sa souveraineté. C'est dans ces conditions que naissent les conflits territoriaux linguistiques : lorsque deux langues au moins, revendiquant le même statut, doivent se partager un même territoire. Par ailleurs, les langues peuvent être l'objet de représentations contradictoires et opposées très vives. En France, par exemple, les langues régionales sont perçues, par les uns, comme une source de richesse et de diversité culturelle. Leur défense est considérée comme d'autant plus nécessaire qu'elles sont menacées de disparaître. Ils estiment que le recul des langues régionales est le résultat d'une politique acharnée d'imposition de la langue française par l'État et de centralisation linguistique à partir de la fin du 19^e siècle. Mais, au contraire, pour d'autres, seule la langue française doit être autorisée de manière officielle sur le territoire national, car elle est à la fois la garante de l'unité nationale et la marque de la souveraineté étatique sur le territoire, et ce, d'autant plus à l'heure de l'accélération de la mondialisation économique qui tend à favoriser l'anglais et à marginaliser le français. Les langues régionales sont donc perçues comme une menace ou, tout du moins, une entrave pour l'unité nationale et la langue française.

Les cartes sont un médium privilégié pour comprendre et décrypter ces représentations territoriales et linguistiques contradictoires à l'origine des tensions et des rivalités de pouvoirs. Au préalable, il faut rappeler avec insistance que la carte est souvent considérée, à tort, comme une représentation scientifique neutre et impartiale de l'espace géographique. Or, la carte n'est pas le territoire. Elle est une représentation de la réalité et non la réalité elle-même. C'est « la production d'un concret mal connu en une représentation abstraite³ ». On l'oublie donc souvent, mais la carte est une construction spatiale et donc sociale, produite par un auteur dont les intentions peuvent être plus ou moins conscientes et déterminées⁴. « La carte est intentionnelle donc sélective, subjective

³ Yves Lacoste, *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, François Maspero, 1976, p. 8.

⁴ Comme le soulignent Jeremy Crampton, *Maps as social constructions: Power, communication and visualisation*, *Progress in Human Geography*, vol. 25, n° 2, 2001, p. 235-252 ; Philippe Rekacewicz, « Entre imaginaire et réalité : l'intention cartographique », *Revue 303*, n° 133, 2014, p. 8-15 ; Jean-Paul Bord, *L'univers des cartes. La carte et le cartographe*, Paris, Belin, 2012.

autant qu'objective⁵ », rappelle Michel Foucher. Dans le cas de revendications linguistiques, elle s'intègre régulièrement dans des discours produits par des acteurs qui cherchent à défendre un projet bien défini. Car la carte a cette faculté éminemment politique de pouvoir figer des tracés, délimiter des espaces, regrouper des ensembles, les séparer, nommer des localités. Toute carte peut donc être critiquée, dans le sens où l'on peut déconstruire le point de vue de la carte en faisant une analyse critique des choix cartographiques opérés (fond de carte, données, figurés, habillage de la carte, etc.).

Cet article a pour objet d'analyser les enjeux de la représentation cartographique des territoires linguistiques, en s'appuyant sur la comparaison de deux terrains d'étude, celui du basque et celui du breton. Ces deux langues ont en commun d'être des langues dites régionales, minoritaires et périphériques. Depuis au moins un demi-siècle, elles accusent toutes deux un net recul de leur pratique : on compte 207 000 locuteurs bretons et 51 200 locuteurs basques⁶ pour la partie française. En parallèle, elles sont aussi l'objet de revendications très fortes et connaissent un profond renouvellement grâce à la progression de leur enseignement. Néanmoins, elles ont leurs propres caractéristiques et leurs différences. Le basque est une langue transfrontalière dont le territoire est à cheval sur deux États, l'Espagne et la France, qui ont deux politiques linguistiques tout à fait différentes : l'Espagne a reconnu la co-officialité du basque, ce qui n'est pas le cas de la France. À l'inverse, même si des liens historiques et linguistiques existent avec d'autres langues celtiques, le territoire de la langue bretonne se déploie au sein d'une seule région et d'un seul cadre étatique. Mais à l'échelle régionale, les limites de l'aire du breton ne se superposent pas à celles de la Bretagne où une autre langue minoritaire, le gallo, est également parlée. *In fine*, nous visons donc à interroger les enjeux de la représentation non pas tant des espaces linguistiques, mais de leurs frontières que différents acteurs cherchent à consolider par l'outil cartographique, ce qui peut être à l'origine de tensions.

Ainsi, comment les cartes permettent-elles tout à la fois de refléter, de représenter et d'influencer les rivalités et les revendications linguistiques ? Dans un premier temps, nous reviendrons brièvement sur un certain

⁵ Michel Foucher, *La bataille des cartes*, Paris, François Bourin éditeur, 2011, p. 4.

⁶ Voir Gouvernement basque, Gouvernement de Navarre et Office Public de la Langue Basque, *VT^e Enquête Sociolinguistique. Pays basque*, 2016, p. 32.

nombre d'enjeux méthodologiques liés à la cartographie linguistique. Puis, nous verrons, à partir d'exemples en Bretagne et au Pays basque, que les cartes peuvent servir à formaliser des revendications linguistiques et qu'elles sont alors utilisées comme des outils et des arguments géopolitiques très efficaces. Nous nous arrêterons notamment sur les situations de discordances spatiales linguistiques qui représentent davantage la règle que l'exception. Enfin, nous analyserons les enjeux de la toponymie cartographique qui peut être source de tensions.

1. Les enjeux méthodologiques d'une cartographie linguistique : comment cartographier les langues sur une carte ?

La carte est l'outil par excellence du géographe. Sa fonction première est de localiser précisément une information géographique, par exemple le territoire d'une langue, ses contours, ses limites. Mais elle vise aussi à analyser et à comprendre le phénomène localisé, ici la distribution des locuteurs sur un territoire ou encore les dynamiques spatiales d'un territoire linguistique dans le temps. Une carte sert enfin et surtout d'outil de communication : pour son auteur ou ses commanditaires, elle sert alors à transmettre une information, une idée, voire un message. Celui-ci peut être de nature scientifique, mais il peut tout aussi bien être de nature politique et idéologique. La carte peut alors devenir un véritable objet de propagande, aussi bien dans les régimes autoritaires que dans les démocraties, qu'on peut manipuler et même faire mentir volontairement ou involontairement, dans le but de convaincre, de faire adhérer ou de dénoncer. Les exemples de manipulations et de « mensonges cartographiques⁷ » sont nombreux, et ce, d'autant plus que les cartes ont pendant longtemps été l'instrument exclusif et jalousement gardé des élites politiques et militaires qui en usaient, et en usent encore à certains égards, pour asseoir leur pouvoir⁸.

La réalisation d'une carte est le résultat d'une longue série de choix : choix en matière de fond de carte et notamment d'échelle, et choix au niveau des informations cartographiées et de leur représentation graphique. La carte est donc par nature une image tronquée, incomplète et partielle de la réalité, qui peut être utile de déconstruire pour en saisir le message. C'est ainsi que l'analyse géographique d'une langue

⁷ Mark Monmonier, *Comment faire mentir les cartes*, Paris, Autrement, [1993] 2019, p. 304.

⁸ Voir Yves Lacoste, *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, *op. cit.*

peut sensiblement varier en fonction de l'échelle à laquelle son territoire est cartographié. Par exemple, l'échelle européenne peut faire apparaître la langue basque comme une langue transnationale, l'échelle nationale comme une langue périphérique, et l'échelle régionale comme une langue très territorialisée, rurale pour l'essentiel.

2. Les discours de la carte géolinguistique : comment cartographier les locuteurs ?

Dans les situations de revendications linguistiques très vives, la question du choix des données à cartographier peut aussi être très sensible⁹. Tout d'abord, il faut rappeler que les langues n'occupent aucun espace : ce sont les locuteurs (ou les institutions qui les représentent) qui le font et c'est donc leur répartition spatiale qui permet de définir des aires géographiques. La géolinguistique repose ainsi sur l'utilisation d'indicateurs démographiques, qui permettent d'expliquer l'essor, la disparition ou la résistance d'une langue. Mais le cartographe peut être confronté à plusieurs problèmes, à commencer par celui de la recension des locuteurs : les données démographiques ne sont pas toujours fiables, ni dans l'espace, ni dans le temps. Il s'agit bien souvent d'estimations avec des marges d'erreurs, particulièrement problématiques lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution des locuteurs dans le temps. Par ailleurs, dans le cas des langues dites minoritaires, quels locuteurs représenter ? Selon quels usages ? Faut-il cartographier les seuls locuteurs effectifs – ceux qui comprennent et parlent la langue de manière régulière, au moins une fois par semaine –, ou bien aussi les locuteurs occasionnels – ceux qui la parlent occasionnellement, moins d'une fois par semaine –, ou les locuteurs passifs – ceux qui la comprennent, mais ne la parlent jamais ?

Dans le cas du basque, le nombre total de locuteurs recensés par la *V^e enquête sociolinguistique* réalisée en 2016 est de 751 500 personnes

⁹ La construction et la mise à disposition des données statistiques ont longtemps été le domaine réservé des États : l'origine du mot « statistique » provient de l'allemand *Statistik* forgé par l'économiste allemand Gottfried Achenwall au 18^e siècle qui l'a dérivé de l'italien *statista* « homme d'État », la statistique représentant pour lui l'ensemble des connaissances que doit posséder un homme d'État (Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales du CNRS et de Nancy Université : <https://www.cnrtl.fr/> consulté le 19 mars 2022). Élément central de souveraineté nationale, les données ont souvent été secrètes, dissimulées, chaque État ne diffusant des informations qu'en fonction de ses intérêts stratégiques.

de 16 ans et plus, soit une progression de 223 000 bascophones en 25 ans. Toutefois, dans les usages concrets de la langue, il faut distinguer trois catégories différentes parmi l'ensemble de ces bascophones :

- 26 % de bilingues avec prédominance du basque, autrement dit des locuteurs ayant une plus grande facilité à parler en basque que dans l'autre langue (français ou espagnol) ;
- 29,5 % de bilingues équilibrés, autrement dit des locuteurs s'exprimant aussi facilement en basque que dans l'autre langue ;
- 44,5 % de bilingues avec prédominance de l'autre langue (français ou espagnol), autrement dit des locuteurs ayant une plus grande facilité à parler dans une autre langue (français ou espagnol).

Dans les représentations cartographiques des réalités linguistiques du basque, aucune carte ne représente cette situation complexe. Pour autant, ces chiffres mettent en évidence les conséquences des contextes diglossiques vécus par le basque aussi bien en France qu'en Espagne sur la facilité à s'exprimer dans cette langue.

Dans le cas du breton, le nombre total de locuteurs déclarés en 2018 est de 207 000 personnes (225 000 en y ajoutant les moins de 15 ans) sur l'ensemble des cinq départements de la Bretagne dite « historique¹⁰ », soit une évolution relativement stable depuis dix ans. Mais pour ce qui est des usages concrets, un locuteur sur cinq (21% des locuteurs bretons), soit 37 000 personnes, savent le breton sans jamais le parler (un chiffre qui a doublé de 2007 à 2018). En réalité, le nombre de locuteurs effectifs est de 140 000, soit deux locuteurs sur trois, et diminue de manière constante (153 000 en 2007). Pour représenter la vitalité d'une langue, une cartographie linguistique nécessiterait aussi de prendre en compte l'âge des locuteurs. Or, de telles cartes, certes difficiles à établir, font souvent défaut. Dans le cas du breton, 79% des locuteurs ont plus de 60 ans : l'âge moyen et médian des bretonnants est de 70 ans. Les trois quarts des bretonnants sont des retraités, alors que les 15 à 59 ans représentent moins de 40 000 locuteurs.

Il convient également de s'interroger sur la subjectivité dans la manière de cartographier les données, car elles portent en elles un discours.

¹⁰ TMO Régions – Région Bretagne, *Les langues de Bretagne. Enquête sociolinguistique*, 2018, p. 88.

Ainsi, les données quantitatives relatives (les pourcentages) font plutôt référence à une vision hiérarchique et ordonnée de l'espace géographique ; les données absolues sont au contraire intimement liées à la notion de force et de rapport de force¹¹. Par exemple, les cartes sur la pratique des langues régionales indiquent bien souvent le seul nombre de locuteurs et plus rarement le pourcentage qu'ils représentent par rapport à la population totale du territoire concerné. Pourtant, la géographie des locuteurs peut différer si l'on choisit plutôt des données absolues ou des données relatives. Ainsi, pour ce qui est du Pays basque Nord (en France), la carte du taux de locuteurs basques (valeurs relatives) par provinces historiques met en évidence le fort ancrage du basque dans les espaces ruraux représentés par la Basse-Navarre et la Soule (49,5% de locuteurs, soit 16 000 personnes), alors que la carte du nombre de locuteurs (valeurs absolues) fait apparaître la province de Labourd (hors Bayonne-Anglet-Biarritz) plus urbanisée comme l'espace concentrant le plus de bascophones avec quelques 23 000 locuteurs. Pour ce qui est du Finistère, où se concentre plus de la moitié de la population bretonnante totale, la carte du taux de locuteurs bretons (valeurs relatives) par « pays » (*broioùigoù* : subdivision historique) rappelle que le breton est une langue fortement territorialisée, faisant apparaître nettement la région rurale du Centre-Ouest-Bretagne (28% de locuteurs, soit plus de 6 000 personnes). Mais, la carte en nombre de locuteurs (valeurs absolues) fait davantage ressortir les régions urbaines plus peuplées de Brest et de Quimper (entre 12% et 14% de locuteurs rapportés à la population totale, ce qui représente plus de 50 000 personnes).

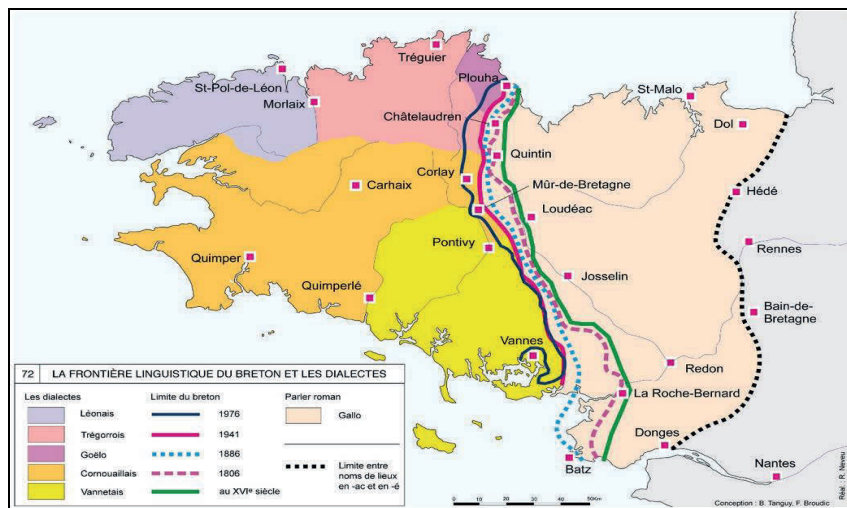
3. Les difficultés de la représentation cartographique des frontières linguistiques

Pour toutes ces raisons, la représentation cartographique des frontières linguistiques est un exercice difficile. La frontière administrative et politique entre la France et l'Espagne est-elle une limite systématiquement à représenter lorsque l'on cherche à cartographier la continuité spatiale et territoriale de la langue basque ? Est-il également encore pertinent de cartographier la limite traditionnelle de la langue bretonne, définie au 19^e siècle et appelée depuis la « ligne Sébillot » (1886), du nom de

¹¹ Voir Nicolas Lambert et Christine Zanin, *Manuel de cartographie. Principes, méthodes, applications*, Malakoff, Armand Colin, 2016.

l'écrivain et folkloriste Paul Sébillot qui l'a décrite en 1886 ? Celle-ci court le long d'une ligne imaginaire de Plouha au nord jusqu'à Vannes au sud, séparant ainsi la Basse-Bretagne bretonnante à l'ouest de la Haute-Bretagne gallèse (de langue romane parlant le gallo) à l'est.

Figure 1. La frontière linguistique du breton et les dialectes¹²



Bien qu'elle ait frappée de nombreux observateurs (historiens, géographes, linguistes, écrivains) jusqu'au milieu du 20^e siècle par la netteté de son tracé, cette frontière linguistique n'a jamais été stable. Surtout, à partir des années 1970, dans un contexte de déclin accentué de la langue bretonne et de progression du bilinguisme, différentes études et enquêtes de terrain¹³ ont montré qu'elle s'était progressivement diluée dans l'espace en reculant continuellement vers l'ouest. Sa validité est désormais largement remise en cause au regard des dynamiques actuelles du breton : celles-ci recourent davantage la géographie de son enseignement qui est désormais polarisée par les grandes agglomérations et les villes moyennes de Basse-Bretagne (Brest, Quimper, Lorient,

¹² Carte conçue par Bernard Tanguy et Fañch Broudic, dans Bernard Tanguy et Michel Lagrée (dir.), *Atlas d'histoire de Bretagne*, Morlaix, Skol Vreizh, 2002, p. 158.

¹³ Voir en particulier Lenora A. Timm, *The shifting linguistic frontier in Brittany*, dans Frederik B. Agard (dir.), *Essays in honor of Charles F. Hockett*, Leiden, Brill, 1983, p. 443-457 ; Thomas Buckley, *La frontière linguistique breton-gallo dans les environs de Plouha*, *La Bretagne linguistique*, vol. 3, 1987, p. 169-175 ; Fañch Broudic, *À la recherche de la frontière. La limite linguistique entre Haute et Basse-Bretagne aux XIX^e et XX^e siècles*, Brest, Emgleo Breiz, 1995 ; Hervé Abalain, *Les Français et les langues historiques de la France*, Paris, J.-P. Gisserot, 2007.

Vannes, Guingamp, Lannion) comme de Haute-Bretagne (Rennes, Nantes). Néanmoins, cette frontière linguistique continue d'être ressentie comme une limite symbolique, voire politique. C'est ce qui explique sans doute qu'elle soit encore tracée sur de nombreuses cartes contemporaines de Bretagne, en particulier celles sur la langue bretonne.

4. La carte : outil géopolitique de revendication linguistique

Les frontières linguistiques coïncident rarement avec les frontières politiques ou administratives. De même qu'il n'existe pas de frontière politique naturelle, il n'y a pas de frontière linguistique naturelle. Les unes comme les autres sont le produit de rapports de force ; elles sont, pour reprendre une expression du géographe Michel Foucher, « des temps inscrits dans des espaces¹⁴ ». Le choix d'utiliser ou d'abandonner une langue est rarement individuel mais résulte de phénomènes sociaux complexes sur fond de dominations et d'oppositions en constante évolution. Ces rapports de force semblent inéluctables tant la cohabitation entre les défenseurs des différentes langues semble difficile. Giblin met en avant cet état de fait :

En vérité, les situations de réel bilinguisme sont extrêmement rares ; ce qui existe, c'est la juxtaposition de territoires monolingues dans un même Etat, comme en Belgique ou en Suisse¹⁵.

Cette juxtaposition de territoires linguistiquement marqués entraîne des confrontations plus ou moins dures de représentations différentes pour un même territoire. C'est dans cette confrontation que la cartographie devient un outil de légitimation de chaque représentation. Les deux exemples sur lesquels on souhaite s'appuyer mettent en évidence la nécessité pour les défenseurs des langues dites régionales de produire des représentations linguistiques ou territoriales en rupture avec les représentations collectives bien ancrées. Cette rupture revendiquée comme telle passe par une cartographie spécifique qui mérite ici toute notre attention.

5. L'exemple de la KORRIKA et de la REDADEG

Le premier exemple concerne deux événements de courses-relais similaires sur le fond et sur la forme. Le premier s'appelle la

¹⁴ Michel Foucher, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991, p. 11.

¹⁵ Béatrice Giblin, *op. cit.*, p. 12.

KORRIKA¹⁶. Il a lieu au Pays basque, où il fait la promotion de la langue basque. Le deuxième, la REDADEG¹⁷, a lieu en Bretagne et il s'inspire directement de la KORRIKA. Il fait la promotion de la langue bretonne. Ces deux grandes courses-relais durent une dizaine de jours et traversent l'ensemble du territoire que chacune revendique pour sa langue. Un témoin en bois passe de main en main tous les kilomètres du trajet (1800 km en 2018 pour la REDADEG, plus de 2 000 km en 2019 pour la KORRIKA). À l'intérieur de ce même témoin, un message confidentiel est relayé jusqu'à l'arrivée (généralement, un message optimiste sur l'avenir de ces langues). Les associations, les institutions, les commerçants, les entreprises, les particuliers peuvent acheter un ou plusieurs kilomètres afin de financer les cours du soir en basque pour les adultes ou des initiatives favorisant l'usage de la langue bretonne au quotidien. Par exemple, la REDADEG a récolté quelques 134 000 euros lors de son édition 2018.

Des événements comme la KORRIKA ou la REDADEG participent directement (au même titre que l'enseignement des langues dites régionales) au processus de revitalisation des langues minoritaires en France. Par revitalisation, on entend « des pratiques mises en œuvre par divers acteurs sociaux (linguistes, militants par exemple) en vue d'opérer un changement dans la configuration linguistique d'un groupe particulier¹⁸ ». Si la volonté de modifier la configuration linguistique est évidente, ces deux événements présentent également des stratégies de conquête ou de reconquête territoriale pour les langues qu'elles défendent. Ainsi, la délimitation des territoires proposée dans le cadre de la KORRIKA comme de la REDADEG révèle des processus complexes où la relation entre la langue et le territoire devient l'enjeu central de ces deux événements (figures 2 et 3).

¹⁶ La Korrika est organisée par Alfabetatze Euskalduntze Koordinakundea (AEK). Cette association coordonne les cours de basque donnés aux adultes et qui regroupe les associations locales Gau Eskola. Implantée sur l'ensemble des sept provinces du Pays basque, son objectif est de redonner à l'euskara sa fonction de communication quotidienne pour tous les habitants du Pays basque. Dans cette perspective, AEK œuvre dans un secteur précis : l'enseignement du basque aux adultes.

¹⁷ La première Ar Redadeg a été impulsée en mai 2008 par Diwan (association responsable des écoles immersives en breton). Aujourd'hui, « Ar Redadeg a di da di » est une structure autonome organisée sous la forme d'une association. Elle gère intégralement l'organisation de la course.

¹⁸ James Costa, « Des derniers locuteurs aux néo-locuteurs : revitalisation linguistique en Europe », *Faits de Langues*, n°s 35-36, 2010, p. 205-223.

Figure 2.**Parcours de la KORRIKA en 2019¹⁹****Figure 3.****Parcours de la REDADEG en 2018²⁰**

En analysant les cartes des parcours les plus récents, il est possible de détailler plusieurs de ces processus afin de mieux appréhender le sens des représentations linguistiques et territoriales véhiculées par les organisateurs de la KORRIKA ou de la REDADEG. Chacun de ces événements permet à ses promoteurs respectifs de se réappropriier temporairement un territoire sur lequel la langue qu'ils défendent n'est plus ou pas légitime. Autrement dit, derrière le format choisi de course-relais, la KORRIKA comme la REDADEG génèrent à la fois un processus de reconquête vis-à-vis de territoires où la langue basque et la langue bretonne ont été rendues minoritaires et un processus plus ambitieux de conquête vis-à-vis de territoires où ces deux langues n'ont jamais historiquement été parlées, ou alors de manière très ponctuelle (comme par exemple dans le sud de la Navarre dans le cas du Pays basque ou dans la partie gallo dans le cas de la Bretagne).

Par ailleurs, les deux tracés montrent une volonté de déconstruire les représentations spatiales classiques qu'a la grande majorité de la population sur les différentes réalités linguistiques pour en promouvoir de nouvelles, plus sociolinguistiques, plus identitaires, mais aussi plus politiques. En faisant apparaître un Pays basque unifié autour de ses sept provinces ou une Bretagne à cinq départements, la cartographie proposée vise à créer une cohésion et une unicité linguistiques entre les différents territoires. Pour ce faire, aucune mention n'est faite au territoire français ou au territoire espagnol, ni à la langue française ou à la langue espagnole de manière à marquer une rupture avec les représentations notamment géographiques et politique déjà établies.

¹⁹ Korrika, www.korrika.eus (consulté le 19 mars 2022).

²⁰ Redadeg, www.ar-redadeg.bzh (consulté le 19 mars 2022).

Cette stratégie territoriale s'inscrit dans le rapport de force entretenu par les défenseurs de la langue basque et de la langue bretonne pour une (plus grande) reconnaissance de leur langue.

Le parcours de chaque course traverse systématiquement les grandes villes de son territoire. En effet, il s'agit de sensibiliser les populations urbaines, numériquement de plus en plus importantes, à la langue régionale. Dans le cas du basque, les projections démographiques montrent que l'agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz devrait accueillir d'ici 2050 de nombreux nouveaux habitants (notamment des retraités), en raison de l'attractivité économique et résidentielle de la côte basque. À travers cette stratégie, les organisateurs de la KORRIKA et de la REDADEG cherchent ainsi à réinvestir physiquement l'espace public en ayant pour objectif de toucher un maximum de personnes et de se faire connaître des habitants non locuteurs ou étrangers à la langue basque ou bretonne. De la même manière, la cartographie proposée pour représenter les parcours de chaque course dans les grandes villes est utilisée pour « basquiser » ou « bretoniser » l'espace public en faisant apparaître les toponymes et les noms de quartier en basque ou en breton. Comme l'illustre la carte du parcours de la REDADEG 2018 à Rennes (figure 4), le français apparaît une seule et unique fois pour spécifier le jour de passage de la course.

Figure 4. Le parcours de la REDADEG 2018 à Rennes²¹



Ces événements cherchent enfin à donner une image moderne, festive et populaire aux langues qu'ils défendent afin de rompre avec les

²¹*Ibid.*

représentations très négatives issues de leurs origines anciennes. En effet, le basque comme le breton sont de vieilles langues d'Europe. Du coup, elles sont parfois encore victimes des stigmatisations (archaïsme, résurgence du passé, temps révolu, passéiste, etc.) héritées des politiques linguistiques étatiques menées par le passé et la question de leur utilité peut se poser au moment où le choix de leur apprentissage se fait. Ainsi, de la charte graphique adoptée à la chanson qui accompagne chaque édition de chaque événement en passant par le design des dossards, les associations qui organisent la KORRIKA comme la REDADEG véhiculent de nouvelles représentations au sein de la société civile en cherchant à rendre compatible le basque et le breton avec les enjeux modernes du 21^e siècle.

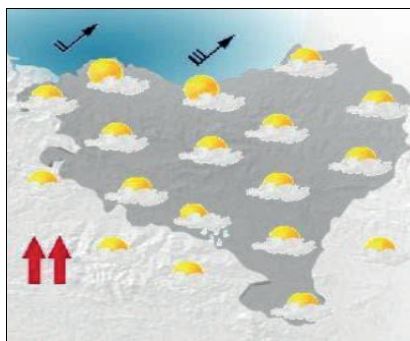
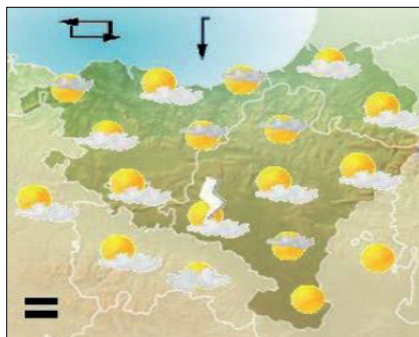
Ces deux événements ne se basent pas seulement sur une seule et unique revendication linguistique. L'utilisation de l'outil cartographique vient donner du sens aux différentes représentations véhiculées à travers la KORRIKA et la REDADEG et aux différentes stratégies de conquêtes ou de reconquêtes territoriales mises en œuvre par ces deux grandes courses-relais. Autrement dit, la carte permet d'alimenter et d'entretenir le rapport de force engagé avec les États français et espagnol depuis plusieurs décennies sur les reconnaissances linguistiques et territoriales du basque et du breton.

6. L'exemple des cartes météorologiques de la télévision publique de la Communauté autonome basque

Le deuxième exemple choisi concerne la carte météorologique diffusée sur les chaînes de la télévision publique basque EITB (premier groupe de communication du Pays basque, avec quatre chaînes de télévision et cinq stations de radio). Un changement de carte a été opéré en 2009 avec l'arrivée d'un socialiste à la tête du gouvernement de la Communauté autonome basque (CAB) jusqu'alors gouverné par le Parti nationaliste basque (PNB, indépendantiste de droite) depuis l'instauration de la démocratie en Espagne. Porté par une alliance inédite de députés socialistes et de représentants du Parti populaire (PP), le Parti socialiste espagnol (PSOE) a réussi à constituer une majorité pour diriger le gouvernement autonome basque.

Ainsi, peu après l'arrivée de Patxi Lopez à la présidence du gouvernement, une mesure plus politique qu'il n'y paraît a rapidement été prise : la modification de la carte qui présente le bulletin météorologique sur les

chaînes de la télévision basque EITB. Auparavant, avec le gouvernement du PNB, cette information présentait les sept provinces formant un Pays basque unifié, laissant sous-entendre qu'il y existait une unité linguistique, territoriale et politique commune entre la partie française et la partie espagnole. Comme l'illustre la figure 5, aucune mention n'est faite aux réalités administratives ou géopolitiques en vigueur ; le Pays basque apparaît comme une seule entité territoriale. En désaccord avec cette symbolique, Lopez a rapidement choisi de faire modifier la carte météorologique afin de véhiculer de nouvelles représentations territoriales et politiques. Comme le montre la figure 6, les frontières régionales et étatiques ont été rajoutées. De la même manière, les informations météorologiques ont été élargies aux régions qui entourent la CAB comme la Navarre, la Castille et Léon, la Cantabrie et le Pays basque français.

Figure 5²²Figure 6²³

Cet exemple illustre clairement comment la carte météorologique devient un outil de revendication géopolitique en faisant clairement l'objet de rivalités de pouvoir entre différentes idéologies politiques. Pour Lopez, il était important de rompre avec la représentation unifiée du Pays basque mise en avant par le PNB depuis de nombreuses années. Ce qui aurait pu apparaître comme un détail a pourtant fait polémique entre les différents partis politiques mais également au sein de la société civile. On se rend donc compte que, dans cette opposition de représentations contradictoires, chaque partie accorde une importance particulière aux symboles, aux détails, à la manière de diffuser au sein de la société les représentations qu'elle prône.

²² EITB - Euskal Irrati Telebista, www.eitb.com (consulté le 19 mars 2022).

²³ *Ibid.*

Les deux exemples choisis sont typiquement représentatifs des situations de discordances spatiales linguistiques. Leur analyse a permis de mettre en exergue pourquoi l'utilisation de la cartographie dans une approche géopolitique de la relation langue(s) et territoire n'est jamais anodine. En effet, les cartes peuvent devenir des instruments nécessaires dans la production et la légitimation de représentations linguistiques et territoriales contribuant à entretenir un rapport de force entre différents acteurs.

7. Enjeux sociolinguistiques et politiques de la toponymie cartographique en langue régionale

Dans le cadre de ces revendications linguistiques très vives, la toponymie cartographique en langue régionale apparaît comme un enjeu majeur et peut également être source de tensions. La toponymie, qui désigne à la fois l'ensemble des noms des lieux d'une région et leur étude, reflète plus la domination d'une langue au sein d'un territoire que sa diffusion réelle. Nommer un territoire est en effet un acte politique fondateur. Le renommer, lorsqu'il s'agit de le reconquérir linguistiquement, l'est tout autant²⁴. L'analyse géopolitique des toponymes est donc un moyen d'évaluer la nature des rapports de force linguistiques actuels et passés²⁵. Le toponyme désigne, situe, qualifie un territoire dans l'espace et dans le temps. Il efface autant qu'il légitime et justifie une création spatiale. Sur le plan linguistique, il constitue donc tout à la fois un marqueur spatial symbolique, une trace mémorielle et un outil d'appropriation politique fort.

7.1. Développement de la toponymie cartographique en langue régionale

Des initiatives de plus en plus nombreuses montrent la volonté de produire des cartes en langue régionale. En 2004, l'Office public de la langue bretonne a fait éditer une carte routière de la Bretagne au 250 millième entièrement en breton : sept années de recherches ont été nécessaires pour traduire les plus de 6 000 noms de lieux (villes, hydrographie, éléments de relief, etc.) qui la composent selon l'orthographe

²⁴ Frédéric Giraut, Myriam Houssay-Holzschuch et Sylvain Guyot, « Au nom des territoires ! Enjeux géographiques de la toponymie », *L'Espace géographique*, vol. 37, n° 2, 2008, p. 97-105.

²⁵ Voir Hervé Guillorel, « Toponymie et politique », dans Salih Hakim (dir.), *Noms et renoms : la dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 1999, p. 61-91.

bretonne dite « unifiée » ou normalisée. Ces dernières années, des associations travaillent aussi à la création et à la diffusion de versions de cartes en langues régionales à partir de la plate-forme OpenStreetMap. Lancé en 2004 par l'ingénieur britannique Steve Coast de l'University College de Londres, OpenStreetMap est un vaste projet cartographique visant à constituer une carte libre du monde accessible à tous. Sa particularité est de fonctionner de manière collaborative, car chaque utilisateur peut fournir des données cartographiques précises (rues, lieux, bâtiments, forêts, rivières, etc.), placées sous licence libre, pour enrichir la base. C'est ainsi que, en 2017, une version d'OpenStreetMap en breton a été créée, « OpenStreetMap e brezhoneg²⁶ », notamment avec le soutien de l'Office public de la langue bretonne qui a mis à la disposition du projet ses bases de données toponymiques. En 2019, on comptait plus de 50 000 noms et indications en breton référencés sur la carte. À partir de la carte bretonne, d'autres initiatives ont été lancées pour produire des versions d'OpenStreetMap en occitan (2017) et en basque.

De son côté, l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), qui est l'organisme public d'État de référence en matière de production et de diffusion de l'information géographique en France, s'est engagé depuis plusieurs dizaines d'années déjà dans une démarche de promotion des toponymes en langues régionales sur ses cartes. Commencées à partir des années 1950, les premières corrections de la graphie des lieux-dits sur les cartes de l'IGN étaient essentiellement le résultat de demandes émanant de maires ruraux fins connaisseurs de leur territoire et des services administratifs du cadastre ou de ceux des impôts. La coopération entre l'IGN et l'Université de Perpignan, à travers son centre de recherche en Études catalanes, a ainsi permis depuis 1983 la publication de nombreuses cartes au 25 millième avec une graphie catalane correcte²⁷. Ce n'est qu'à partir des années 2000 que les modifications ont fait suite à des actions et revendications d'ordre militant ou culturel. En 2005, l'IGN a ainsi signé une convention de partenariat avec l'Office public de la langue bretonne afin d'intégrer ses toponymes bretons normalisés dans la base de données de l'IGN. Plus récemment, en 2015, l'IGN s'est tourné vers l'Académie de la

²⁶ Open Street Map, www.openstreetmap.bzh (consulté le 19 mars 2022).

²⁷ Voir Jean Bécot, « La correction toponymique du cadastre et des cartes au 1:25.000 de l'Institut Géographique National dans l'aire catalane (Pyrénées-Orientales). Bilan 1983-2006 », *Nouvelle Revue d'Onomastique*, n°s 47-48, 2007, p. 7-23.

langue basque (Euskaltzaindia), – et non vers l'Office de la langue basque, où l'État (le préfet), le département des Pyrénées-Atlantiques et la Région Nouvelle Aquitaine sont représentés – pour signer une convention similaire concernant les toponymes d'origine basque. De manière concrète, l'Académie a entrepris de réviser 12 000 toponymes du Pays basque, tandis que l'IGN s'est engagé à respecter les décisions prises par l'Académie. C'est, en effet, la Commission nationale de toponymie de l'IGN qui est chargée de définir les graphies officielles des toponymes sur les cartes en France. De ce fait, cette convention a joué un rôle symbolique majeur dans la toponymie cartographique basque car elle a eu une répercussion directe sur la modification de certains noms de lieux. Ainsi, l'IGN a procédé sur ses cartes à la basquisation de certains toponymes de la rive droite de Bayonne. Par exemple, les toponymes gascons d'origine basque « Biscardy » et « Recart » ont été transcrits sur la carte de l'IGN selon l'orthographe normalisée du basque « Bizkardi » et « Errekarte » (figure 7).

Figure 7. La basquisation de deux toponymes de Bayonne sur la carte IGN²⁸



7.2. Enjeux et conflits autour de la toponymie cartographique en langue régionale

La transformation de la toponymie cartographique en langue régionale semble répondre à plusieurs logiques. Mais elle soulève aussi de nombreuses questions et n'est pas sans susciter des tensions, parfois très vives, et ce, d'autant plus que la visibilité des toponymes est désormais

²⁸ Géoportail, IGN, www.geoportail.gouv.fr (consulté le 19 mars 2022).

plus forte à l'heure de la diffusion massive des cartes numériques (GPS, OpenStreetMap, etc.). Dès lors, à qui s'adressent ces cartes ? Et à quoi et à qui servent ces opérations toponymiques ?

La traduction des toponymes en langues régionales est tout d'abord une façon de faciliter le repérage et la compréhension du territoire. Dans l'introduction au *Glossaire de termes dialectaux*, la Commission de toponymie de l'IGN rappelle que :

[s]i la France ne possède qu'une langue officielle, le français, parlé, enseigné sur tout le territoire, sa toponymie est le reflet d'une histoire riche en apports successifs qui ont chacun contribué à lui donner un aspect très varié suivant la région considérée. [...] La connaissance des langues régionales est bien la clé de la compréhension des toponymes [...]. Comment en effet comprendre Font Vieille, Pech Redon, Pointe du Raz, si l'on ignore que "font" et "pech" désignent respectivement une source et un sommet, ici "arrondi", en occitan, et que "raz" désigne dans le Finistère un détroit avec un rapide courant ? Et l'on pourrait encore citer des toponymes aussi différents que Casa Mozza (maison démolie, Corse), Etchegaray (maison haute, Pays basque), Frohnhof (ferme du seigneur, Alsace), Steenbecque (ruisseau de la pierre, Flandre), Feixa Llarga (grande terrasse, Pays Catalan)²⁹.

Les cartes en langues régionales ont donc une dimension pédagogique. Mais la portée est aussi symbolique. Marquer linguistiquement un territoire est un moyen de faire de la toponymie une trace mémorielle et historique vivante. C'est notamment l'objectif de l'IGN avec ses partenaires régionaux qui, en traduisant les toponymes de ses cartes en basque, en breton ou en occitan, cherchent à mettre en valeur un patrimoine linguistique dans une zone où la langue régionale n'était plus parlée depuis plusieurs siècles.

Plus prosaïquement, les enjeux peuvent en même temps être économiques et, notamment, touristiques : rappelons en effet que les cartes topographiques TOP25 (série bleue) de l'IGN sont destinées prioritairement aux randonneurs et aux touristes, ce qui explique que les informations touristiques y soient surreprésentées. L'affichage toponymique en langue régionale peut alors conforter les touristes dans l'image qu'ils ont de la région, avec son identité forte fondée sur sa langue bien caractéristique car bien distincte du français. Il s'agit par la toponymie de montrer comment la population locale vit

²⁹ André Pégurier, *Les noms de lieux en France. Glossaire de termes dialectaux*, Paris, IGN, 3^e édition, 2006, p. 2.

sa culture en invitant les individus extérieurs à partager et à consommer ce patrimoine culturel érigé bien souvent en véritable « *kit* » identitaire, selon les mots de l'ethnologue suédois Orvar Löfgren repris par l'historienne Anne-Marie Thiesse dans son ouvrage *La Création des identités nationales*³⁰. Cette sensibilisation visuelle confère en effet un caractère authentique, traditionnel et donc rassurant pour le touriste qui vient chercher le dépaysement.

L'attribution de toponymes en langue régionale sur une carte peut enfin être un moyen de marquer l'appartenance d'un territoire à une culture, mais aussi à un ensemble géopolitique qu'on cherche à valoriser, voire à construire. C'est pourquoi de telles transformations peuvent s'accompagner de tensions. Elles portent parfois sur la nature de la traduction des toponymes effectuée la plupart du temps selon une orthographe normalisée au détriment des formes anciennes jusqu'alors utilisées. Elles peuvent aussi être liées à la nature de l'extension géographique des toponymes. C'est ainsi que la validité de la carte routière en breton de l'ensemble de la Bretagne, éditée par l'Office de la langue bretonne, a été contestée par certains observateurs pour son caractère militant :

Cette carte est avant tout conçue comme un acte militant visant à défendre la langue bretonne et à imposer son usage dans ces 5 départements. Une remarque cependant : il faudrait rappeler à ces militants zélés qu'à l'Est de la ligne Vannes-Guingamp, on parlait le gallo (langue romane) et non le breton (langue celtique). Vouloir imposer le breton comme langue de toute la Bretagne est donc une véritable hérésie et une imposture ethno-historique³¹.

³⁰ Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1999, p. 13. Ce « *kit* » identitaire correspond à l'ensemble des éléments symboliques et matériels rentrant dans la fabrique d'une identité nationale : un paysage typique, des hauts-lieux, une longue histoire avec ses héros nationaux, des monuments culturels, un folklore, une langue, des représentations officielles (drapeau, hymne), ou encore des identifications pittoresques (traditions culinaires, costume, animal emblématique).

³¹ Cité par David Ar Rouz et Roseline Le Squère, « Traduction et affichage public : quel(s) service(s) pour les langues régionales de Bretagne ? », dans Claudine Moise, Véronique Fillol et Thierry Bulot (dir.), *Langues régionales, Marges Linguistiques*, n° 10, 2005, p. 198. Cette citation est elle-même extraite du site <http://www.atlas-historique.net>, cité par Françoise Morvan, « Frazenn drocharsizhun », dans *Bretagne Hebdo*, n° 92, 28 janvier-3 février 2004, p. 12. Les auteurs de l'article précisent que : « deux semaines plus tard, le 16 février 2004, la brève concernant cette carte était rédigée sur le site comme suit : " À quand une version, financée par la région (comme pour l'Ofisar

Cet exemple montre que le marquage du territoire par les toponymes peut être perçu comme porteur d'un message politique. En l'occurrence, l'extension des toponymes en breton en pays gallo-roman, où leur présence est historiquement très ponctuelle tout comme celle de la langue bretonne qui n'y a jamais été majoritaire, aurait pour visée de rattacher la Haute-Bretagne de langue romane à une aire linguistique néo-bretonne. C'est comme si le breton apparaissait comme une marque plus fiable de l'appartenance à la Bretagne que le gallo, parce que plus identifiable d'une part, mieux identifié et reconnu, d'autre part. Comme si, finalement, la Bretagne se réduisait à une seule langue, le breton. On peut donc s'interroger sur cette volonté de faire coïncider les limites linguistiques et toponymiques, celle de l'aire du breton, avec des limites politiques revendiquées, et celles de l'ancien duché de Bretagne.

Dans le cas bayonnais, la basquisation du nom de certains lieux-dits a également généré des tensions, en particulier avec des défenseurs de la langue et culture gasconnes, pour lesquels :

Cela entraîne souvent une grande perte d'information car les toponymes, tels qu'ils avaient été transmis, possédaient une histoire et les formes romanisées en Pays Basque, souvent par l'entremise du gascon, étaient primordiales pour l'étude des toponymes vascons³².

Ils considèrent que restituer des formes basques à la toponymie de la rive droite de Bayonne, zone « où cette langue n'a pas eu de transmission naturelle autochtone depuis des siècles est une expérience de vaudou et de travestissement historique, qui ne peut être effectuée qu'avec le consentement général³³ ». Par conséquent, ils accusent, d'une part, l'IGN de n'avoir aucun intérêt vis-à-vis des toponymes gascons et, d'autre part, les nationalistes basques de mener une véritable politique d'exclusion des particularités linguistiques et culturelles voisines :

Brezhoneg), en gallo qui est l'autre langue originelle de la Bretagne [à l'Est de la ligne Plouha-Suscínio, on parlait le gallo (langue romane) et non le breton (langue celtique)] quoi qu'en disent certains militants bretonnants qui ne voient dans la langue gallèse qu'une supercherie française ». Pas question, donc, d' "hérésie" ni d' "imposture ethno-historique". La brève n'était plus accessible le 6 mars 2004 et l'auteur du site Internet n'a pas répondu à notre demande d'informations sur d'éventuelles modifications du texte, réactions ou contacts avec l'auteur de l'article référencé ci-dessus ».

³² Gasconha.com, « La basquisation des toponymes de Bayonne », <https://bit.ly/32NLOEJ> (consulté le 19 mars 2022).

³³ *Ibid.*

Oui, nos amis - et cousins - basques, dont l'identité est une évidence qui se vit au quotidien, n'ont pas fait le ménage nécessaire dans le tissu de niaiseries romantiques du XIX^{ème} siècle. Le roman national basque est parfois exaspérant. Nous-autres, Gascons, avons une chance infinie, celle d'être des *losers* de l'Histoire et donc de pouvoir contempler celle-ci avec beaucoup de recul et d'acuité scientifique [...] leur identité est suffisamment solide pour affronter un *reality-check*. Nous sommes les mieux placés pour le faire, car nous sommes les détenteurs d'une culture somme toute en tout point similaire, pourtant exprimée dans une autre langue. Quand les nationalistes basques accepteront que leurs voisins existent, cela ira mieux³⁴.

S'il n'est pas avéré que l'Académie de la langue basque travaille de manière efficiente à l'écriture du « roman national » pour le compte de l'idéologie nationaliste basque, la révision des toponymes bayonnais opérée par Eusaltzaindia et appliquée par l'IGN sur ses cartes marque tout de même un processus de (re)conquête d'un territoire qui s'inscrit aujourd'hui sur la carte du Pays basque et qui passe par la réécriture de certains noms de lieux selon l'orthographe normalisée du basque.

Ces quelques exemples montrent bien que la toponymie cartographique, autrement dit la manière de dénommer ou d'orthographier les lieux sur une carte, accompagne des représentations qui sont à la fois linguistiques, historiques, territoriales et affectives. La modification de toponymes est un acte éminemment politique puisqu'elle a des répercussions directes sur la manière de percevoir un espace et de vivre dans un espace. Sur la forme comme sur le fond, les changements des noms des lieux génèrent des tensions voire des confrontations plus au moins dures au sein de certains groupes sociaux car la toponymie comme la cartographie accompagnent le plus souvent la juxtaposition de territoires monolingues et rarement la complexité des territoires bi/plurilingues.

Conclusion

Tout au long de cet article, nous nous sommes attachés à illustrer comment, en situation de tensions ou de conflits linguistiques, la représentation des frontières de territoires linguistiques particuliers pouvait devenir des enjeux de pouvoir. À l'image de beaucoup d'espaces de transition, ces frontières font l'objet d'une constante redéfinition, notamment visuelle et cartographique, afin d'accompagner ou de

³⁴ *Ibid.*

légitimer des discours éminemment subjectifs, le plus souvent à des fins politiques. Lors des différents exemples abordés, l'analyse de la cartographie adoptée a montré que cette dernière véhiculait des représentations issues des choix opérés lors de son élaboration. La carte peut mettre en avant certains aspects et en omettre d'autres, proposant de fait une vision orientée des territoires.

De plus, dans des contextes de revendications linguistiques, la cartographie et la toponymie cartographique sont utilisées comme des arguments géopolitiques et des outils permettant de lier une langue à un territoire ou permettant à une langue d'engager des processus de conquête/reconquête vis-à-vis d'un territoire. Il s'avère donc parfois utile de dépasser l'aspect visuel et communicationnel de certaines cartes afin de décrypter les discours et les représentations sous-jacentes. Les différents exemples basques et bretons, sur lesquels nous nous sommes appuyés, ont montré qu'un territoire linguistique pouvait faire l'objet de représentations cartographiques discordantes, voire opposées. Ces représentations contradictoires peuvent générer des tensions ou des conflits qui peuvent s'avérer plus au moins durs et qui se manifestent par des batailles de cartes³⁵, entre différents groupes sociaux. De fait, la représentation et la dénomination des territoires devient un enjeu qu'il est plus facile d'accompagner au travers d'initiatives comme la KORRIKA ou la REDADEG. Au final, la cartographie du bi-plurilinguisme pose problème, tant sur un plan strictement technique qu'en raison des enjeux politiques qu'elle soulève : ne doit-elle pas alors être totalement (ré)inventée du point de vue de la géographie comme de la sociolinguistique ?

³⁵ Voir Michel Foucher, *La bataille des cartes*, *op. cit.*

Références

- Abalain, Hervé, *Les Français et les langues historiques de la France*, Paris, J.-P. Gisserot, 2007.
- Ar Rouz, David et Roseline Le Squère, « Traduction et affichage public : quel(s) service(s) pour les langues régionales de Bretagne ? », dans Claudine Moïse, Véronique Fillol et Thierry Bulot (dir.), *Langues régionales, Marges Linguistiques*, n° 10, 2005, p. 190-206.
- Bécat, Jean, « La correction toponymique du cadastre et des cartes au 1:25.000 de l'Institut Géographique National dans l'aire catalane (Pyrénées-Orientales). Bilan 1983-2006 », *Nouvelle Revue d'Onomastique*, n°s 47-48, 2007, p. 7-23.
- Bord, Jean-Paul, *L'univers des cartes. La carte et le cartographe*, Paris, Belin, 2012.
- Broudic, Fañch, *À la recherche de la frontière. La limite linguistique entre Haute et Basse-Bretagne aux XIX^e et XX^e siècles*, Brest, EmgleoBreiz, 1995.
- Buckley, Thomas, *La frontière linguistique breton-gallo dans les environs de Plouba, La Bretagne linguistique*, vol. 3, 1987, p. 169-175.
- Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales du CNRS et de Nancy Université, <https://www.cnrtl.fr>.
- Costa, James, « Des derniers locuteurs aux néo-locuteurs : revitalisation linguistique en Europe », *Faits de Langues*, n°s 35-36, 2010, p. 205-223.
- Crampton, Jeremy, *Maps as social constructions: Power, communication and visualisation, Progress in Human Geography*, vol. 25, n° 2, 2001, p. 235-252.
- EITB - Euskal Irrati Telebista, www.eitb.com.
- Foucher, Michel, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991.
- Foucher, Michel, *La bataille des cartes*, Paris, François Bourin éditeur, 2011.
- Gasconha.com, « La basquisation des toponymes de Bayonne », <https://bit.ly/3ud6iSK>.
- Géoportail, IGN, www.geoportail.gouv.fr.
- Giblin, Béatrice, « Langues et territoires : une question géopolitique », *Hérodote*, n° 105, 2002, p. 3-14.
- Giraut, Frédéric, Myriam Houssay-Holzschuchet Sylvain Guyot, « Au nom des territoires ! Enjeux géographiques de la toponymie », *L'Espace géographique*, vol. 37, n° 2, 2008, p. 97-105.
- Gouvernement basque, Gouvernement de Navarre et Office Public de la Langue Basque, *VI^e Enquête Sociolinguistique. Pays basque*, 2016.
- Guillotel, Hervé, « Toponymie et politique », dans Salih Hakim (dir.), *Noms et renoms : la dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 1999, p. 61-91.
- Korrika, www.korrika.eus.
- Lacoste, Yves, *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, François Maspero, 1976.
- Lacoste, Yves, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion, 1995.
- Lambert, Nicolas et Christine Zanin, *Manuel de cartographie. Principes, méthodes, applications*, Malakoff, Armand Colin, 2016.
- Monmonier, Mark, *Comment faire mentir les cartes*, Paris, Autrement, [1993] 2019.
- Open Street Map, www.openstreetmap.bzh.

- Pégorier, André, *Les noms de lieux en France. Glossaire de termes dialectaux*, Paris, IGN, 3^e édition (revue et complétée par Sylvie Lejeune et Élisabeth Calvarin), 2006. Redadeg, www.ar-redadeg.bzh.
- Rekacewicz, Philippe, « Entre imaginaire et réalité : l'intention cartographique », *Revue* 303, n° 133, 2014, p. 8-15.
- Tanguy, Bernard et Michel Lagrée (dir.), *Atlas d'histoire de Bretagne*, Morlaix, Skol Vreizh, 2002.
- Thiesse, Anne-Marie, *La Création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1999.
- Timm, Lenora A., *The shifting linguistic frontier in Brittany*, dans Frederik B. Agard (dir.), *Essays in honor of Charles F. Hockett*, Leiden, Brill, 1983, p. 443-457.
- TMO Régions – Région Bretagne, *Les langues de Bretagne. Enquête sociolinguistique*, 2018.